

Le prix de l'abonnement à cette feuille, qui paraît les Mercredis et Samedis, est de 5 fl. pour 6 mois, et de 5 fl. 52 cts. pour la recevoir par la poste, franchise de port.

JOURNAL

DE LA VILLE

ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Pour les Abonnements, Insertions, Correspondances, Variétés, etc., s'adresser à l'imprimerie du Journal. Les Insertions coûtent 10 centes par ligne d'impression.

ALLEMAGNE. — Francfort, 29 septembre.

— On écrit de la frontière de la Pologne, le 12 septembre :

« La Pologne espère en ce moment que le tems n'est pas éloigné où les traces de la dernière révolution, qui a fait tant de mal au pays, seront complètement effacées, autant, du moins, qu'une œuvre de ce genre est dans le domaine des forces humaines. En effet, l'empereur Nicolas, ayant pendant son séjour à Vilna, reçu diverses pétitions des parens des Polonais expatriés, a fait répondre aux pétitionnaires par ses aides-de-camp, qu'il comptait visiter, dans le courant de l'année, la capitale de la Pologne, et examiner alors si le moment était venu de donner un libre cours à sa clémence, attendu qu'il aimait mieux pardonner que punir. Toutefois il est douteux que l'empereur accorde une amnistie sans exceptions; mais on croit que le sequestre dont sont frappés les biens des émigrés, sera levé, et que l'autorisation de rentrer dans leur patrie, sera donnée à ceux qui, pendant leur séjour en pays étranger, n'auront pris part à aucune intrigue politique fomentée contre la Russie. On désigne déjà le général Krakowiecki et le prince Michel Radzivil, comme devant profiter de cette faveur. On sait qu'immédiatement après la prise de Varsovie, le gouvernement russe fixa la résidence du général dans un lieu déterminé de l'intérieur de l'empire. Quant au prince Radzivil, il a obtenu depuis long-tems l'autorisation de voyager en pays étranger. Dans ces derniers tems, l'administration de la justice civile en Pologne a été l'objet de critiques si amères, que nous croyons de notre devoir de citer le fait suivant, qui prouve combien ces critiques sont dénuées de fondement. Beaucoup de Polonais émigrés ont laissé des dettes personnelles, consistant en lettres de change et billets qu'ils ne peuvent payer en ce moment, parce que leurs biens sont sequestrés. Cependant les nationaux ont non-seulement admis les créanciers à faire valoir leurs droits sur les biens de leurs débiteurs, mais plusieurs fois déjà ils leur ont donné gain de cause contre le fisc. »

(*Mercur de Souabe.*)

ANGLETERRE. — Londres, 26 septembre.

Le *Morning-Herald*, en annonçant la nouvelle du blocus des côtes du Portugal, ajoute : « Ce blocus est illégal, 1° parce que cette déclaration n'a pas été signée par la reine, ce qui est une formalité indispensable, puisque le droit de mettre en état de blocus est un des actes les plus importants de la souveraineté; 2° parce qu'il ne peut être maintenu comme le veut la loi générale maritime, puisqu'il n'y a qu'un seul brick pour ce service. En outre, l'article 22 du traité de 1654 stipule formellement que toutes les denrées et marchandises, appartenant même aux ennemis de l'une des deux puissances, seront respectées. » Cette mesure est évidemment dictée par un esprit d'hostilité contre l'Angleterre, et son but est de fermer les ports du Portugal aux négocians anglais de Terre-Neuve, qui vers cette époque de l'année commencent à apporter des cargaisons de poissons dans le nord du Portugal.

— On écrit de Lisbonne :

« La conspiration miguéliste paraît avoir eue un caractère très-dangereux. Les conspirateurs n'avaient pas l'intention d'agir en ce moment; ils voulaient attendre que le gouvernement épuisé ses forces dans sa lutte contre les chartistes, et dans le cas où ces derniers auraient triomphé, un mouvement général aurait eu lieu en faveur de don Miguel; si au contraire les chartistes avaient été battus, Terceira et Saldanha auraient quitté le royaume; d'autres moins scrupuleux se seraient joints à tout parti qui aurait pris les armes contre le gouvernement démocratique; d'autres enfin seraient restés neutres; et comme il y a beaucoup de soldats miguélistes dans l'armée, le résultat de la lutte eût été douteux. Le *National* prétend que la conspiration s'étendait sur tout le royaume et avait même des ramifications en Espagne. De nouvelles arrestations ont été opérées. Les comtes de Lorenzo, Atalarga et Pombeiro, et MM. de Campos et Hego ont été incarcérés. L'instruction de cette affaire se poursuit avec une grande activité. Un Anglais a failli être assassiné par la populace amentée contre lui par des soldats qui lui reprochaient en des termes injurieux d'avoir donné un coup de canne à un chien qui lui barrait le passage d'une rue; l'intervention de la

garde nationale a pu seule le sauver. » (*Morning-Chronicle.*)

Du 29. — Les journaux anglais publient le message du président des Etats-Unis, pour l'ouverture du congrès, le 4 de ce mois. Ce message fort long, se borne néanmoins à rechercher les causes de la dernière crise commerciale, et à indiquer les moyens d'y remédier. Il donne aux créanciers étrangers la consolante assurance que le dernier paiement de leurs créances n'est nullement douteux. Il est garanti, dit-il, par les ressources d'un pays qui trouvera dans son industrie d'amples moyens de se liquider.

FRANCE. — Paris, 27 septembre.

S'il faut en croire des personnes très-bien instruites, le gouvernement vient de recevoir de son chargé d'affaires en Portugal des informations précises sur les menées miguélistes dans ce royaume, et en particulier sur des découvertes qu'ont annoncées les journaux anglais. Il y a, pour parler clairement, une conspiration permanente, et les personnages qui en font partie n'ont pas été tous arrêtés, à beaucoup près. Quelques-uns tiennent à la cour, et l'on ne sévit pas contre eux. Il y a correspondance entre le parti et les carlistes, non-seulement d'Espagne, mais de toute l'Europe (sans excepter la France). Les fonds ne manquent pas, et le ministère portugais a acquis la certitude que dans des circonstances données, des sommes considérables seraient répandues, soit parmi les troupes, soit dans de certaines localités où les miguélistes sont plus en force qu'ailleurs. Sans doute, on ne peut avoir d'inquiétudes sur les dispositions de Lisbonne, mais pour ne pas se faire d'illusion, il convient de ne pas se fier aux assurances du correspondant du *Morning-Post* sur la neutralité des miguélistes respectables de la capitale et des provinces. Suivant M. de Bois-le-Comte, on peut s'attendre que si don Carlos entrait à Madrid, il y aurait une levée de boucliers en Portugal. Il n'y a pas un mois que sous les yeux d'un ambassadeur français, l'un des principaux protecteurs de don Carlos a dit : « que les affaires du Portugal ne se sépareraient pas de celles d'Espagne, et qu'une fois ce principe établi à Madrid, les unes comme les autres se traiteraient sérieusement. »

Il n'y aura pas d'armée russe au service des deux prétendants, mais ce n'est pas une raison pour que notre ministère laisse tout faire, tout passer, et qu'il ne tienne aucun compte des avis journaliers qu'il reçoit. (*Courrier.*)

Du 28. — On lit dans un journal :

« La cour est, dit-on, partagée dans ce moment en deux partis pour une cause qui affecte vivement un auguste personnage, qui, avec cette rare pénétration qui le distingue, y voit pour l'avenir le germe de grands embarras de famille. Les positions si différentes que les événemens ont faites au duc d'Orléans et au duc de Nemours, n'ont pas échappé aux courtisans, et quelques-uns se permettent déjà des plaisanteries sur les magnifiques loisirs de Compiègne, comparés aux fatigues militaires de l'expédition de Constantine. On déplore d'une manière fort impertinente l'espèce d'oïveté dans laquelle on retient le duc d'Orléans, en cherchant à le distraire par les fêtes et les jeux d'un camp de plaisance, au milieu d'une cour de femmes, pendant que son frère court les chances du champ de bataille.

» Les amis de M. le duc d'Orléans se plaignent hautement de la position équivoque dans laquelle on a placé le fils aîné de la race en présence de son cadet revenant vainqueur d'une expédition d'Afrique, quand lui-même n'en est revenu que malade. On assure que cet état de choses afflige très-sérieusement M. le duc d'Orléans qui, malgré la tendre amitié qu'il a pour M. le duc de Nemours, ne se dissimule pas les avantages que ce prince va avoir sur lui en revenant chargé des lauriers de Constantine, pendant que lui, chef de la famille, aura à peine noirci ses épaulettes de lieutenant-général dans des chasses au lapin dans les taillis de la forêt de Compiègne et aux exercices à feu sur le plateau de Marigny. Aussi, dit-on, que le prince a été vivement blessé du mot d'un haut diplomate qui, dans le salon d'un ministre, disait en parlant des grandes manœuvres de Compiègne : « Il paraît que M. le duc de Nemours fait la grande guerre pendant que son frère M. le duc d'Orléans fait la petite guerre. »

— Le duc Alexandre de Wurtemberg ne sera point nommé lieutenant-général, ne sera point nommé pair de France, il n'habitera point le palais de l'Elysée-Bourbon. Il restera ce qu'il est, général-major au service de Russie, en congé; il retournera dans le Wurtemberg sa patrie. La princesse Marie partagera les destinées de son frère.

— Voici comment le *Courrier français* juge la position de don Carlos :

« Il ne s'agit pas de savoir si don Carlos entrera à Madrid, mais quand il y entrera; s'il renversera avant l'hiver les derniers obstacles qui ont déjà deux fois, on ne sait trop pourquoi, arrêté sa marche sous les murs de cette capitale, ou bien s'il attendra jusqu'au printemps pour porter le dernier coup à un gouvernement qui ne tient plus qu'à un fil. Don Carlos retourne encore dans ses montagnes, comme il y est déjà retourné, mais il lui sera tout aussi facile d'en sortir encore qu'il lui est maintenant facile d'y rentrer. Don Carlos se retire, dit-on; une dépêche publiée ce soir annonce même qu'Espartero a atteint son arrière-garde et l'a mise en pleine déroute: mais nous savons ce que c'est jusqu'à présent que ces victoires sans lendemain, à travers lesquelles l'insurrection marche toujours grandissant depuis quatre ans.

» Le *Journal des Débats* lui-même ne cherche pas à rassurer ses lecteurs sur l'avenir; tout en assimilant la retraite actuelle de don Carlos à celle qu'il fit il y a six semaines sur Cantavieja, tout en admettant qu'il n'ait fait un mouvement sur Madrid que pour ramasser des vivres, il voit tout le changement qui s'est opéré dans la position de l'armée carliste par l'affaire d'Andoain, à la suite de laquelle les généraux de Christine abandonnent les provinces basses, et par l'entrée de Zariateguy à Valladolid, où, rejoint par le gros de l'armée carliste, il pourra toujours menacer Madrid. Espartero, détaché à la poursuite du prétendant, ne pourra pas le presser bien vivement, obligé qu'il sera de revenir promptement pour couvrir la capitale. Carondelet, Ulbari, Oraa reviennent également pour couvrir le siège du gouvernement. La guerre va donc se trouver concentrée dans un rayon peu étendu autour de Madrid; le gouvernement, placé en état de blocus, isolé, sans argent et hors d'état de s'en procurer soit par les impôts, soit de toute autre manière, verra chaque jour ses dangers et ses embarras s'accroître sans avoir rien à espérer même du hasard.

» On dit que le ministère affirme, d'après les rapports de ses agens, que don Carlos n'est pas en état de rien entreprendre de décisif contre Madrid et que l'hiver se passera sans amener une solution. Mais le gouvernement de Christine est-il en position de regarder comme un bénéfice cette suspension des événemens pendant tout un hiver? Tandis que les provinces seront abandonnées à elles-mêmes et toutes les troupes disponibles accumulées dans un cercle plus ou moins rapproché de Madrid, la disette, les privations, la pénurie d'argent n'amèneront-elles pas l'indiscipline dans les troupes et le soulèvement dans les populations? Les capitales des provinces, Séville, Cadix, etc., voyant qu'elles n'ont rien à attendre d'un gouvernement qui ne peut se défendre lui-même, n'imiteront-elles pas les exemples de Barcelonne et de Pampelune, et ne verra-on pas ainsi s'achever la dissolution de cette monarchie, qui tombe en ruines depuis si long-temps? »

— Du 30. — Un navire de commerce, arrivé de Bone à la Ciotat, donne les nouvelles suivantes :

Bone, 16 septembre 1837.

« Notre armée a fait un mouvement en avant. Une partie des troupes campées à Merjez Ammar s'est ébranlée hier pour aller prendre position à Raz-el-Akba, que nous occupons aujourd'hui. Si cette position avait été occupée par des troupes européennes, nous ne nous en serions rendus maîtres qu'en perdant beaucoup de monde.

» Raz-el-Akba n'est qu'à trois petites journées de marche de Constantine.

» Un grand complot de désertion vient d'être découvert à Guelma, parmi les spahis de l'escadron Mouton, commandé par le lieutenant Laurent. On a saisi 25 spahis qui devaient passer à l'ennemi. Ils ont été désarmés immédiatement. »

Le bateau à vapeur le *Tartare*, arrivé le 24 de Tunis à Toulon, a apporté les nouvelles suivantes :

Rade de Tunis, le 20 septembre 1837.

« La flotte turque a rebroussé chemin, le capitain-pacha n'a pas voulu, malgré les instigations des agens russes qui sont sur son bord, se compromettre avec l'amiral Gallois. Le *Tartare* nous a apporté des nouvelles de France et des ordres. L'amiral Gallois va quitter la rade de Tunis pour se rendre dans le Levant; il emmènera le *Montebello*, le *Trident* et quelques autres bâtimens. Le reste de l'escadre quittera Tunis pour se rendre devant Bone et à Cagliari en Sardaigne.

» On a découvert à Tunis un complot qui avait pour but de renverser le bey et de le remplacer par le fils de l'ancien bey. Un

ministre de ce prince, qui avait conservé la confiance du bey actuel, était l'âme de ce complot, auquel la Porte n'était pas étrangère. Les auteurs de la conspiration et leurs complices ont été étranglés. Un brick turc, arrivé au moment de l'exécution, portera à Constantinople la nouvelle de l'insuccès de ce complot et de la punition de ses auteurs. »

AFFAIRES D'ESPAGNE.

On écrit de Bilbao, le 20 septembre :

« Ces jours passés quelques symptômes d'agitation s'étaient manifestés dans les régimens formant la garnison de cette ville, également à Portugalette. Le général, pour chercher à les apaiser, a fait une demande d'argent à la députation et à l'ayuntamiento qui ont refusé d'en donner; il s'est alors adressé aux principaux négocians, qu'il a convoqués à cet effet; il n'a pas mieux réussi auprès d'eux. Craignant des désordres très-graves par suite de ce manque de fonds, et pour donner quelques sous à la troupe, le général s'est cru dans la nécessité, malgré les protestations de nos autorités municipales et provinciales, de disposer de trois cent quarante mille réaux, somme produite par les souscriptions faites dans différentes villes en faveur de orphelins et blessés du dernier siège.

» Des querelles sérieuses ont eu lieu entre les soldats des divers régimens de la garnison. Le général a publié dans un ordre du jour que « tout soldat qui en insultera un autre sera fusillé; que celui qui proposera ou acceptera un cartel recevra deux cents coups de bâton. »

Madrid, 23 septembre.

Les travaux de défense qui doivent contribuer à mettre la capitale à l'abri d'un coup de main, se poursuivent avec activité.

Le gouvernement déploie une extrême rigueur dans le recouvrement de toutes les contributions destinées à remplir les caisses de l'état; c'est le général don Isidore qui est chargé de présider militairement à ce recouvrement.

Le duc de l'Infantado a été imposé sur le pied de 15,000 duros (75,000 fr.). A défaut du paiement, la prison attend le contribuable récalcitrant. C'est en rançonnant ainsi les plus riches habitans de la capitale que le ministère est parvenu à payer une partie de l'armée.

Les dix collèges électoraux de la métropole se sont assemblés hier, et si l'on peut tirer une induction de la composition des bureaux, il y a tout lieu de croire que le parti modéré emportera la balance. Trois collèges seulement ont nommé un président et des scrutateurs exaltés. Des collèges de 500 électeurs ont été représentés par 56 citoyens. Le collège qui a nommé M. Mendizabal ne se composait même que de 12 votans!

Les derniers bulletins du général Espartero et d'Oraa sont très-satisfaisans. Il est certain que l'armée carliste commandée par le prétendant est en pleine retraite.

La nomination officielle du général Narvaez a été saluée par l'approbation générale. Le bruit court que cette réparation a été exigée par Espartero.

Le succès des dernières opérations militaires, a déterminé un mouvement prononcé d'ascension à la bourse; le 5 % a été fait à 18 au comptant. Dette sans intérêt 4 7/8 au comptant.

Dépêches télégraphiques.

Bayonne, 27 septembre, onze heures et demie.

« L'action du 19 a été plus importante qu'on ne l'avait d'abord cru. Le prétendant bat en retraite précipitamment.

« Un corps de 6,000 hommes, détaché de son armée, a été rencontré par Oraa dans les environs de Saudon, et dispersé par lui.

» Ce général poursuit vers le sud cette division. Son quartier-général était avant-hier à Huete.

» Espartero écrit de Fuentes qu'il va continuer à suivre le gros de l'armée factieuse, qui se retire en désordre dans la direction de Trillo.

» Il arrive continuellement des déserteurs, et l'esprit public des populations paraît s'être ranimé en faveur de la cause constitutionnelle.

» Les élections ont commencé hier à Madrid et se poursuivent au milieu de la plus grande tranquillité. »

Il y a une très-grande confusion dans cette dépêche. On ne dit pas quel jour Oraa a rencontré la division de 6,000 hommes; Saudon n'existe pas, nous ne pouvons traduire ce nom que par Sacedon.

On annonce que le quartier-général d'Oraa était avant-hier à Huete? que veut dire avant-hier? enfin, d'où venait Oraa quand il a rencontré les carlistes? S'il venait de Madrid, il ne les a pas rencontrés, il les a atteints; si, au contraire, il venait de l'est au devant d'eux, la dépêche télégraphique, qui annonçait que ce général avait fait sa jonction avec Espartero à Madrid, disait un mensonge.

Quel jour Espartero occupait-il Fuentes? et quel jour les élections ont-elles commencé à Madrid? Toutes ces dates et quelques

rectifications auraient pu nous faire comprendre cette dépêche, mais son obscurité nous réduit aux conjectures.

Lorsque nous avons appris l'arrivée d'Espartero à Madrid et la retraite sur Chinchon des éclaireurs carlistes qui s'étaient avancés jusqu'à Carabanchel, nous avons présumé que l'armée du roi ne tiendrait pas la plaine devant les forces de Christine, et qu'elle se retirerait au-delà du Tage pour prendre position dans la Sierra de la Bejada et y attendre une attaque de l'ennemi.

Cette retraite commence peut-être à s'exécuter. Fuentès, où se trouve le quartier-général des christinos, est sur la Tajuna, à 10 lieues est sud-est de Guadalaxara, et à 12 lieues est nord-est d'Alcala. Le bourg de Trillo, vers lequel se dirigeait le gros de l'armée royale, est sur le Tage, à 10 lieues nord-est de Fuentès.

Le corps détaché qui, au dire de la dépêche télégraphique, est poursuivi par Oraa, se trouve nécessairement aux environs de Huete; il peut être destiné à couvrir la rive gauche du Tage, et à occuper les positions de la Sierra entre le Rio-Calbache et Almonacid, qui n'est qu'à 8 lieues de Trillo.

Si l'armée principale qui semble vouloir passer le Tage à Trillo, descend ce fleuve jusqu'à Almonacid, et se réunit au corps qui l'a devancée, Oraa sera forcé de rejoindre Espartero, et les carlistes restant maîtres des montagnes de la Bujeda, auront devant eux le Tage dont ils pourront défendre le passage.

Nous ne croyons donc pas, comme le général Harispe, à l'importance de l'affaire du 19; elle n'a même pas accéléré une manœuvre rétrograde qui avait déjà reçu un commencement d'exécution.

L'ambassadeur de France à M. le ministre des affaires étrangères.

Bayonne, 29 septembre, neuf heures.
Madrid, le 26.

« Le 22, Oraa a atteint, près de Cuença, le corps carliste qu'il poursuivait, l'a battu et lui a fait 900 prisonniers.

» Le 24, le général Carondelet, après un engagement meurtrier, a forcé Zariateguy d'évacuer Valladolid, et a délivré son château, assiégé depuis.... (Interrompue par la nuit.)

(L'état de l'atmosphère n'a pas permis de recevoir aujourd'hui la fin de cette dépêche.)

— Il n'est point arrivé par correspondance de nouvelles de Madrid postérieures au 20; mais le gouvernement publie ce soir la dépêche suivante :

Bayonne, 29 septembre 1837, 7 heures 1/2 du matin.

« Dans la nuit du 20, le prétendant avait quitté Brilmeya, se dirigeant sur Trillo. Espartero, qui le suit de près, était, le 21, à Fuentès. Dans l'affaire du 19, outre un grand nombre de morts et de blessés, l'ennemi a perdu 230 prisonniers dont 11 officiers, et plus de 500 déserteurs; le brigadier Miranda, chef de la cavalerie carliste a été tué.

» Cabrera, avec 6,600 hommes, s'était séparé du prétendant et suivait précipitamment la direction de Cuença, poursuivi par Oraa, qui lui avait fait 200 prisonniers. »

Une autre dépêche, un peu arriérée, est également publiée par le journal ministériel :

Bayonne, 26 septembre, à 6 heures 1/2 du soir.

« De nouvelles révoltes, par suite du défaut de solde, ont eu lieu le 23, à Pampelune, dans le 4^e léger, ainsi que dans les tiradores, dont une partie a été licenciée. Malgré cette anarchie, il n'y a rien de changé dans l'état de la garnison qui est abandonnée à elle-même.

Le commandant de la légion étrangère, fort embarrassé, et ne pouvant laisser enfermer les débris de son corps dans Pampelune, va s'établir à Roncevaux à la portée de notre frontière. »

— Plusieurs petites villes et bourgs de la province de Cuença et autres arrondissements voisins de Madrid se sont prononcés pour don Carlos, pendant sa dernière expédition sur la capitale; voici comment l'une de ces localités, le bourg de Buendia, vient d'être puni de son soulèvement par Oraa. La dépêche suivante est datée de Sacedon, 19 septembre, et adressée au ministre de la guerre :

« Excellence, en arrivant à Cuença j'apprends, par les autorités de cette ville, que les habitants de Buendia étaient au nombre de ceux qui s'étaient levés en faveur du prétendant lors de l'événement criminel de Tarancon. Je crus en conséquence qu'il était de mon devoir de faire sentir à cette population le poids terrible de la justice nationale, dans le cas où les opérations militaires me conduiraient dans ce bourg avant aucune autorité légitime.

» En conséquence, comme j'arrivais ce matin à Buendia, avec l'armée que je commande, je vis qu'on avait brisé en morceaux la pierre de la place de la Constitution, et qu'on avait osé y substituer une inscription portant *place de Charles V.*

» Je donnai ordre aussitôt d'arrêter les membres de la municipalité et autres personnes notables, au nombre de vingt-sept, et je leur intimai, sous les peines les plus sévères, l'ordre de me dé-

clarer les noms des auteurs principaux de cette sédition, qui étaient au nombre de neuf, à ce qu'ils me dirent. On ne put en trouver qu'un seul dans la localité; après qu'il eut été reconnu par les témoins et qu'il eut avoué son crime, il fut passé par les armes au milieu de la place; les meubles de la maison d'un sacristain et d'un autre, également désigné comme l'un des auteurs de la rébellion, furent saisis par mes ordres, en présence des habitants. Mais comme il m'était impossible de croire que, sur une population de 400 âmes, neuf misérables aient osé commettre seuls le crime atroce dont le bourg de Buendia s'était rendu coupable, j'ai imposé à cette localité une forte contribution; et, en attendant qu'elle soit payée, j'ai emmené avec moi, comme otages, les 27 notables et conseillers que j'avais fait arrêter. L'état de guerre qui avait été déclaré dans cette province, la circonstance que j'étais la première autorité nationale qui auraient pu résulter de l'impunité de ce crime, l'impossibilité où j'étais de m'y montrer indifférent, tels sont, excellence, les motifs qui m'ont déterminé à prendre ces mesures qui ne doivent en rien entraver le cours de la justice, et que j'espère voir approuver par S. M. en considération de raisons aussi puissantes. »

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 4 octobre.

— Le *Journal de La Haye* avait reproduit dernièrement les articles par lesquels les organes de la véritable opinion en Belgique ont manifesté leurs vœux, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du roi des Pays-Bas.

La *Gazette d'Arnhem* avait fait sur cette publication les réflexions que voici :

« Il est probable que le *Journal de La Haye* a voulu faire voir par là aux étrangers qu'il existe encore en Belgique un parti considérable pour notre souverain; mais nous croyons qu'un gouvernement qui tolère qu'on laisse impuni la publication de » vers, où l'on fait un appel au retour d'un prince, autre que le » prince-régnant, semblera plus solidement établi aux yeux des » étrangers, que le gouvernement qui menace, par une loi excep- » tionnelle, de l'exposition et d'un emprisonnement de cinq à dix » années, ceux qui auront provoqué à la révolte, ou qui l'auront » favorisée. »

Le *Journal de La Haye* réplique à la *Gazette d'Arnhem*. Il tire du fait, base du raisonnement de celle-ci, une conclusion diamétralement opposée.

Voici la réponse du *Journal de La Haye* : elle est fort juste et remarquable sous plus d'un rapport :

« D'abord ce journal paraît ignorer que depuis 1834, il existe en Belgique, aussi bien qu'ici, une loi exceptionnelle; celle de Belgique punit d'un emprisonnement d'une année à cinq ans et d'une amende, dont le maximum est de dix mille francs, tous ceux qui auront fait un appel au retour des Nassau ou qui l'auront provoqué.

» Si le pouvoir de fait que la révolte a élevé sur le pavois en Belgique, se fût considéré comme aussi fort que le pense la *Gazette d'Arnhem*, il n'aurait pas eu besoin, dans le système de ce journal, de faire porter la loi dont nous venons de parler. Si cette loi, depuis qu'elle existe, n'a jamais encore été appliquée, cela prouve, selon nous, que l'autorité qui en connaît mieux que personne l'impopularité, n'a pas osé provoquer des jugemens auxquels l'opinion publique n'aurait pas attaché son adhésion, ni faire punir comme crime ce que tous les hommes bien pensans en Belgique regarderaient comme une action courageuse et louable.

» Or, un gouvernement qui, de peur de choquer l'opinion générale, est obligé de laisser tomber en désuétude les lois mêmes qu'il a avoué être nécessaires pour consolider son usurpation, est un gouvernement faible. C'est un de ces gouvernements qui seraient bientôt renversés, s'il n'avaient pas, pour se soutenir, les baïonnettes étrangères contre l'épée vaillante du prince dont ils occupent la place, et les pillages contre la manifestation spontanée des sentimens de fidélité et de gratitude qui ne cessent d'animer la nation pour son souverain légitime.

» Il est évident qu'au moyen de ces deux auxiliaires, dont un pouvoir qui repose sur l'amour de son peuple rougirait d'implorer l'assistance, on peut facilement se passer du secours des tribunaux, et se donner l'air d'être assez fort pour ne pas avoir besoin de réprimer des actes tels que ceux dont il est question dans la remarque de la *Gazette d'Arnhem*. »

— La curiosité publique est vivement excitée à Londres par une découverte qui serait destinée à prévenir de fréquens malheurs. Un carrossier a construit une voiture, dont le corps, au lieu de reposer sur des ressorts inférieurs, est équilibré, au moyen de deux supports qui partent des essieux, et qui passent entre le corps de la voiture et le coffre, sous le siège du cocher. Les ex-

trémities de ces supports sont elles-mêmes surmontées de ressorts elliptiques qui tiennent la caisse suspendue. De cette manière, les inégalités et les accidens du terrain n'influent en rien sur le centre de gravité, et il n'est pas possible que la voiture verse.

Un essai de cette voiture a été fait à Nottingham, en présence de milliers de spectateurs, et a parfaitement réussi. Le conducteur a quitté, à dessein, plusieurs fois le milieu de la route, et a fait monter la roue sur un débord de trois pieds de haut, pendant que les autres roues étaient dans une ornière. La voiture n'en a pas moins gardé sa position verticale, comme une boussole marine. Les autorités ont été tellement frappées de ce résultat, qu'elles ont invité les messageries à ne plus se servir d'autres voitures, ce que les administrateurs paraissent très-disposés à faire. D'autres essais seront renouvelés devant des savans et les membres du parlement, qui se proposent d'appeler l'attention de la chambre des communes sur une découverte aussi précieuse, et qui va faire une révolution complète dans l'art de construire les voitures.

UNE ÉLECTION EN ANGLETERRE.

Pendant les dernières élections pour la chambre des communes, les partis, précédés de leurs emblèmes allégoriques, étaient déjà en présence dans la ville de Pembroke, lorsque M. Blacas, candidat whig ou ministériel, monte d'un pas assuré sur le hustings. Mais à peine est-il parvenu sur l'estrade improvisée qu'une superbe tige de chou l'atteint à l'œil. Bien cela, dit-il, sans se déconcerter un moment. Que cette tige de chou soit le sujet de l'exorde de mon discours. Anglais ! on cherche à nous aveugler vous et moi, mais ce n'est pas avec de semblables projectiles qu'on y parviendra, il n'aveugleront pas vos candidats sur les dangers que nous aurons à affronter au milieu de ces loups destructeurs. Qu'on m'en jette tant que l'on voudra, continue l'orateur avec feu, qu'on en jette jusqu'à me crever les yeux, je ne changerai pas de manière de voir, je ne cesserai de m'écrier : La reine et la réforme pour toujours ! (Une pomme de terre crue, lancée assez rudement, vient frapper la joue de M. Blacas.) Cette pomme de terre, dit-il, avec une voix mêlée de larmes, cette pomme de terre me rappelle que, non loin de nous, une population entière n'a que ce tubercule pour toute nourriture. Malheureuse Irlande ! Jusques à quand les trois royaumes te traiteront-ils en île ? Patrie d'O'Connell ! jusques à quand seras-tu condamnée à ne pouvoir assaisonner d'un peu de sel ce mets avec lequel on cherche ici à humilier ton candidat libéral ? (L'honorable exhale un soupir dans son mouchoir ; une énorme carotte vient caramboler son nez). Une carotte ! s'écrie M. Blacas ; je les connais ces hommes qui voudraient nous tirer des carottes ; ce sont les amis de nos adversaires, ce sont ceux qui veulent nous fermer la bouche quand nous parlons pour le bien-être de notre patrie. Oui ! bien plus que les généreux candidats whigs, ils sont dignes de vivre avec des carottes ! (L'orateur semble s'apprêter à lancer une apostrophe à la Demosthènes ; une masse de fromage mou arrive sur sa figure, et lui couvre la bouche, le nez et les yeux ; il semblait prêt à étouffer, mais, usant de toute sa présence d'esprit en ce moment il rejette les restes du fromage vers le groupe d'où il était parti, s'essuie à la hâte, et avec une vivacité et une vigueur toutes nouvelles, il s'écrie :) Ah ! vous l'avouez donc, vous voulez me fermer la bouche ! Ah ! mes discours vous font peur et vous mettent en colère ! Peuple d'Angleterre ! Remarquez-le bien ! Tes ennemis voudraient te voir toujours aussi mou que le fromage que je viens de rejeter loin de moi. Ils veulent ôter la parole aux candidats libéraux ; certes, ce serait un bon moyen de les empêcher de dévoiler leurs turpitudes et de te forcer à prendre leur candidat. Mais il n'en sera pas ainsi, tu ne leur prêteras pas l'oreille, et tu voteras en ma faveur, moi qui ne désire

que ton bien-être. Ni les tiges de chou, ni les pommes de terre, ni les carottes, ni le fromage ne pourront t'ébranler dans tes opinions, et tu vas m'honorer de ton suffrage ! (Et ainsi fut-il, M. Blacas a été élu à une grande majorité.)

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

MAISON DE SURETÉ CIVILE ET MILITAIRE A LUXEMBOURG.

ADJUDICATION

De l'Entreprise des Fournitures nécessaires pour la Nourriture et l'Entretien des Détenus, pendant l'année 1838.

MARDI, 13 octobre courant, à deux heures de relevée, en l'Hôtel de Ville, par-devant le Collège des Régens de la maison de sûreté civile et militaire de Luxembourg, il sera procédé à l'adjudication des fournitures à faire, pendant l'année 1838, pour le service de nourriture et d'entretien des détenus.

L'adjudication aura lieu sur soumissions cachetées et timbrées, qui devront être déposées sur le bureau au moins une demi-heure avant l'opération.

Elle sera faite au rabais, sur la mise la moins élevée, et les personnes qui auront présenté des soumissions, seront seules admises à concourir au rabais.

Le cahier des charges est déposé au secrétariat de la régence, où les amateurs peuvent en prendre lecture.

Luxembourg, le 3 octobre 1837.

Le Collège des Régens susdits,
WILLMAR, vice-président provisoire.
SCHROBILGEN, membre-secrétaire.

AVIS AUX CRÉANCIERS

DE LA FAILLITE DE F. ROESER, A LUXEMBOURG.

Messieurs les créanciers de la faillite de F. ROESER, à Luxembourg, sont priés de se présenter, dans le délai de quarante jours, par eux mêmes ou par leurs fondés de pouvoir, aux soussignés, afin de déclarer à quel titre et pour quelle somme ils sont créanciers, et de leur remettre leurs titres de créances, ou de les déposer au greffe du tribunal de commerce. Il leur en sera donné récépissé.

Luxembourg, le 20 septembre 1837.

Les Syndics provisoires de la faillite,
BALTIA. SCHAACK.

VENTE D'IMMEUBLES.

JEUDI, 5 octobre prochain, à deux heures de relevée, en la maison ci-après désignée, François KOHNER, cabaretier à Hollerich, fera vendre publiquement, à trois années de crédit, une double MAISON d'habitation, dite Klautgeshaus, située audit Hollerich, avec granges, de vastes écuries, un JARDIN et trois jours de TERRE, le tout d'un tenant.

La vente se fera en bloc ou en deux lots, au gré des amateurs.

Luxembourg, le 19 septembre 1837.

MAJERUS, notaire.

A dater de vendredi, 6 du courant, et continuellement, on trouvera de la STOCKFISCH détrempée à la manière hollandaise, rue du Charbon, n° 227, à Luxembourg.

A LOUER la MAISON sise rue de Chimay, n° 471. — S'adresser à M^{me} la veuve Muller, propriétaire de ladite maison.

Bekanntmachung.

Nach höherer Bestimmung soll die Lieferung des Brenn-Holzes, Brenn-Oels und der Talglöcher, behufs des Kasernements und der Wachen hiesiger Bundesfestung, so wie die Leistung der Brenn-Holz- und Kasernen-Utensilien-Zubehören, für das Jahr 1838. Montag, den 23sten October c., Vormittags zehn Uhr, an Mindestfordernde, öffentlich versteigert werden.

Die Vicitations-Bedingungen können im Bureau der unterzeichneten Verwaltung, am rothen Brunnen, täglich eingesehen werden.

Luxemburg, den 28. September 1837.

Königliche Garnison-Verwaltung.

AVIS IMPORTANT.

LA PREMIERE VENTE qui aura lieu sous la garantie du Gouvernement à Vienne, est celle des

DEUX PALAIS DE WIENEN,

d'une Somme totale de

DEUX MILLIONS 182,500 FLORINS, V. DE. V.

IRRÉVOCABLEMENT LE 21 OCTOBRE PROCHAIN.

Une Action, frs. 20. — Sept Actions y compris UNE ROUGE GAGNANTE à frs. 120.

S'adresser directement à l'ADMINISTRATION GÉNÉRALE de

Léopold Deutz et C^{ie}, à MAYENCE s. l. Rhin.

LUXEMBOURG. — IMPRIMERIE DE J. LAMORT, PLACE D'ARMES.